



Le 30 août 2021

Monsieur Justin Trudeau  
Cabinet du Premier ministre  
80, rue Wellington  
Ottawa (Ontario) K1A 0A2  
[justin.trudeau@parl.gc.ca](mailto:justin.trudeau@parl.gc.ca)

Monsieur le Premier Ministre,

Cuba vit des difficultés économiques et sanitaires sans précédent en raison des sanctions que les États-Unis lui imposent depuis 62 ans. C'est pourquoi nous exhortons le gouvernement canadien à maintenir son rôle politique indépendant et son amitié de longue date avec Cuba. Le Canada doit urgemment exercer des pressions sur l'administration Biden pour qu'elle honore sur-le-champ ses promesses électorales en révoquant les décrets de Trump sur Cuba et en rétablissant la relation de la collaboration forgée par le président Obama. Nous enjoignons aussi le Canada à unir ses forces à celles du Mexique, de l'Espagne et de l'Argentine pour offrir une aide humanitaire immédiate à Cuba, qui connaît des pénuries de nourriture, de ressources énergétiques et de fournitures médicales.

Ces pénuries sont directement attribuables à l'embargo américain et aux 243 nouvelles sanctions adoptées par l'ancienne administration Trump, qui se poursuivent sous l'administration Biden. Il s'agit notamment de restrictions sur les sommes remises par des Américains cubains aux membres de leur famille à Cuba. Ces sanctions désignent aussi Cuba comme un État qui appuie le terrorisme, une catégorie qui regroupe l'Iran, la Corée du Nord et la Syrie. Obama avait retiré Cuba de cette liste en raison de sa politique de rapprochement et parce que le département d'État des États-Unis ne pouvait pas citer un seul acte de terrorisme qui aurait été appuyé par Cuba. Pourtant, l'administration Biden a maintenu la désignation de Cuba à titre d'État appuyant le terrorisme qui avait été décrétée par Trump.

Les sanctions accrues ont aggravé les pénuries de ressources et causé des difficultés partout au pays. En juillet dernier, la tempête tropicale Elsa a ravagé l'île et exercé d'énormes pressions sur le réseau électrique. La tempête, combinée aux pénuries d'essence causées par l'embargo des États-Unis sur le pétrole vénézuélien, a failli causer un effondrement fatal des centrales thermiques, ce qui a engendré des pannes généralisées et un malaise grandissant parmi la population.

Selon les Nations Unies, le blocus appliqué depuis 60 ans à Cuba s'est traduit par une perte de 130 milliards de dollars américains en développement socioéconomique pour les travailleurs cubains et leur famille. Ces faits sont reconnus partout dans le monde, et



en juin dernier, l'Assemblée générale des Nations Unies a voté pour la 29<sup>e</sup> fois, par un vote de 184 voix en faveur contre 2, afin de condamner le blocus des États-Unis.

Cuba est aux prises avec une augmentation exponentielle du nombre de cas de COVID-19 ainsi qu'un manque flagrant de fournitures médicales. Selon le rapport d'OXFAM intitulé « Le droit de vivre sans blocus », les sanctions ont été un véritable obstacle à l'acquisition de respirateurs mécaniques, de masques, de trousse de diagnostic, d'agents réactifs, de seringues et d'autre matériel nécessaire pour combattre la COVID-19. Le rapport souligne également le fait que les sanctions ont particulièrement nui aux femmes, non seulement dans leur vie privée, mais aussi parce que les Cubaines comptent pour 71 % des professionnels de la santé et 84 % du personnel des cliniques et des laboratoires de biotechnologie, et parce qu'elles sont en première ligne des initiatives liées aux technologies vaccinales dans le pays. Cependant, malgré l'engagement historique de Cuba envers la santé publique, son expertise des programmes de vaccination à Cuba et ailleurs dans le monde, et le développement réussi de [deux vaccins éprouvés ayant une efficacité de 90 %](#), sa campagne de vaccination a connu de graves retards attribuables au blocus des États-Unis.

En réaction à cette situation difficile, des centaines de Canadiens d'un bout à l'autre du pays, ainsi que l'Alliance de la Fonction publique du Canada, d'autres syndicats, des organismes confessionnels et des groupes communautaires, ont appuyé les efforts du Canadian Network on Cuba en vue de faciliter l'achat et l'expédition de près de 2 millions de seringues pour la campagne de vaccination de Cuba. Lorsqu'elle a remercié les Canadiens et Canadiennes de leur appui, la Cuban Friendship Society a reconnu les difficultés qu'ont connues les organismes qui tentaient d'envoyer des fournitures médicales en raison des restrictions imposées par les États-Unis.

Le président Biden n'a rien fait pour abroger ces mesures. Au contraire, M. Biden a décidé de maintenir, voire de resserrer, les sanctions adoptées par Trump afin d'inverser la courte trêve accordée par Obama à la suite de dizaines d'années d'hostilité de la part des États-Unis. La tentative actuelle par les États-Unis de se servir des impacts du blocus et de la pandémie de COVID-19 pour forcer des changements politiques à Cuba est inacceptable. Le Canada doit se dissocier décidément de ces agissements et exercer son influence en tant qu'ami de Cuba et des États-Unis pour favoriser le dialogue et l'envoi d'aide humanitaire.

Nous sommes bien conscients des graves difficultés vécues par les travailleurs cubains et leur famille en raison des pénuries et de la COVID-19, des difficultés qui ont récemment mené à des manifestations. Nous reconnaissons le droit des Cubains à se réunir et à manifester, et nous encourageons le recours au dialogue social pour résoudre ces conflits. Cependant, les Canadiens savent aussi que le blocus des États-Unis a été et demeure toujours une politique de changement de régime qui s'ingère de façon indue dans la souveraineté de Cuba. C'est en mettant fin à cette



politique qu'il sera possible d'amorcer le changement nécessaire pour permettre au peuple cubain de vivre dans la paix et la démocratie.

Selon la presse, le ministre Garneau s'est entretenu le 13 juillet dernier avec le ministre des Affaires étrangères de Cuba, Bruno Rodríguez Parrilla, et a déclaré que le Canada croit que « le peuple cubain veut et mérite pleinement ses droits à la liberté d'expression et de réunion, ainsi qu'à la démocratie ». Le ministre a reconnu la situation économique difficile de Cuba et les répercussions de la pandémie sur le peuple cubain, mais n'a pas précisé quelles mesures diplomatiques ou économiques le Canada comptait prendre pour mettre fin au blocus et aux pénuries.

Nous croyons que le Canada a la responsabilité éthique de prendre des mesures efficaces en vue de soulager la souffrance du peuple cubain, notamment en envoyant une aide humanitaire immédiate à Cuba et en recourant à tous les outils diplomatiques à sa disposition pour exercer des pressions sur le président Bident afin qu'il honore sa promesse de mettre fin à l'embargo illégal, immoral et hautement destructeur imposé depuis 60 ans par les États-Unis.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Chris Aylward

c. c.

Marc Garneau, Ministre des Affaires étrangères

Jack Harris, critique du NPD

Paul Manley, député